



**Quelques brèves concernant l'Amazonie (et les Indigènes du Brésil) /**

**AYA Info - No 13**

**Les Terres Indigènes (TIs) des Peuples Tupiniquim et Guarani Mbyá (Aracruz – ES) sont enfin reconnues dans leur intégralité.**

Le 28 août dernier, le Ministre de la Justice Tarso Genro, a signé les arrêtés déclarant comme Terres Indigènes les TI Tupiniquim et Comboios situées dans l'État du Espírito Santo et contestées par l'entreprise "Aracruz Celulose" (leader de production de cellulose au niveau mondial). C'est depuis la fin des années 70 que les deux Peuples luttent – il y a eu un épisode violent en janvier 2006 - pour la reconnaissance de leurs droits. Jusque-là, seule une partie des TIs avait été reconnue et démarquée. Maintenant la TI Tupiniquim a une surface 142,27 km<sup>2</sup> et la TI Comboios 38 km<sup>2</sup>. Cette reconnaissance est une victoire pour ces deux peuples.

Le 14 août déjà, Tarso Genro avait signé les arrêtés relatifs à démarcation de cinq TIs de l'État d'Amazonas, une dans l'État d'Acre et une autre dans l'État du Mato Grosso.

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.socioambiental.org>, <http://www.cimi.org.br> et <http://www.funai.gov.br>

**Menacé par des fazendeiros, un groupe d'écologistes, d'indigénistes et de journalistes est contraint de quitter la localité de Juína (MT – Mato Grosso).**

Un groupe composé de membres de Greenpeace, de l'organisation indigéniste OPAN\* (Operação Amazônia Nativa) et de deux journalistes français s'était rendu à Juína (une localité située au nord – ouest de l'État du Mato Grosso) dans l'intention de réaliser un reportage sur la déforestation dans la région et sur le peuple Enawenê Nawê. Depuis la fin de l'après-midi du 19 août, le groupe a subi diverses pressions et menaces de fazendeiros et politiciens locaux. Pour éviter un conflit plus grave, le groupe a abandonné son projet de reportage. Le 21 au matin, c'est protégé par la police qu'il a repris l'avion pour Cuiabá (MT) où il a sollicité l'intervention de la justice au Ministère Public Fédéral (MPF) qui a demandé l'ouverture d'une enquête.

Les Enawenê Nawê demandent la réintégration dans leur TI (démarquée en 1996) d'une partie de territoire resté hors de la zone démarquée, mais qui est un lieu de pêche rituelle, un de leurs rites sacrés. Les fazendeiros s'opposent à cette extension.

\* OPAN - Silvio a travaillé plusieurs années pour cette organisation.

Une vidéo (en portugais) relative à ces événements est visible sur le site :

<http://www.youtube.com/watch?v=q9esNX7bZHY>

Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.opan.org.br>

**Un plébiscite pour la renationalisation de la Compagnie Vale do Rio Doce (CVRD).**

Plus de soixante entités de la société civile, pastorales de l'Eglise, juristes et mouvements sociaux ont organisé un plébiscite populaire pour l'annulation de la privatisation de la CVRD réalisée en 1997 pendant le gouvernement de Fernando Henrique. Du 1<sup>er</sup> au 7 septembre (la semaine de la Patrie), les citoyens sont appelés à se prononcer sur cette privatisation.

Le CVRD est une importante (et très rentable) multinationale brésilienne.

En Amazonie, elle est notamment présente dans l'Etat du Pará. Récemment, elle avait été l'objet d'une attention particulière de la FUNAI en raison du conflit qui l'oppose au Peuple Xikrin de la TI Cateté. La CRVD avait cessé de verser à ce Peuple les indemnités dues en raison de l'impact environnemental de l'activité minière dans un territoire contigu à la TI. Une décision de justice oblige la reprise du versement des indemnités par la CVRD.

Pour en savoir plus sur le plébiscite (en portugais) : <http://www.avaleenossa.org.br>

Pour en savoir plus sur le peuple Xikrin et la décision de la justice (en portugais) : <http://www.socioambiental.org> et <http://www.funai.gov.br>